

MODÈLE DE CONCLUSIONS DE PARTIES CIVILES

CONCLUSIONS DE PARTIES CIVILES

Tribunal judiciaire de [XXX]
[Adresse complète]
Affaire [n°XXXXXX]
Audience du [JJ/MM/AAAA- l'heure]

Pour :

[L'association XX], dont le siège social est sis au [adresse] représentée par [nom du représentant], [statut du représentant : Président], régulièrement mandaté. [Pièce n°XXX – Copie du mandat]

Exemple :

L'association France Nature Environnement-PACA, dont le siège social est sis au Ligourès, 16 place Romée de Villeneuve, 13090 Aix-en-Provence, agréée par arrêté préfectoral du 20 décembre 2012, renouvelé le 15 juin 2018, représentée par son président, régulièrement mandaté.

PARTIE CIVILE

Contre :

[XXX] dont le siège social est sis [adresse] dont le représentant légal est [Monsieur/Madame XX]

ou contre Monsieur/Madame XX, né le JJ/MM/AAAA à XXXX

Prévenu pour : *[Citer le délit]*

Exemple :

Pollution d'un cours d'eau

Non-respect d'un arrêté de mise en demeure

Non-respect des dispositions du plan local d'urbanisme (PLU)

[L'association XXX] se constitue partie civile sur le fondement de l'article L.142-2 du Code de l'environnement et conclut comme suit :

RAPPEL DES FAITS

[**Rappeler brièvement les faits. Insister sur les faits qui ont provoqué le préjudice environnemental que l'association a subi.**]

I - Sur l'Action Publique

A - Sur l'incrimination

[Il s'agit ici d'indiquer la base légale de l'action, c'est-à-dire sur quels textes de loi s'appuie l'association pour agir en justice. Pour cela il faut :

- **Citer les articles de loi** qui permettent d'incriminer le ou les prévenus (fondement juridique de l'action)
- **Appliquer brièvement à chaque article de loi l'affaire en cours**, afin de démontrer que celle-ci est concernée par ces textes]

Exemple : L'article L.216-6 du Code de l'environnement dispose :

« Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. »

En l'espèce, le déversement d'hydrocarbures directement en bordure d'un cours d'eau, ayant entraîné des dommages à la flore ou à la faune, caractérise le délit puni à l'article L.216-6 du Code de l'environnement.

B - Sur l'élément matériel

[Il s'agit ici de démontrer que, dans les faits, les infractions citées dans le A (Incrimination) sont constituées. Pour cela il faut décrire dans le détail les faits en se basant sur les preuves récoltées (Ex : articles d'un PLU non respectés, procès-verbal, dossier pénal...) et conclure sur la constitution de l'infraction.]

Exemple : Le 28 janvier 2018, un agent de l'ONB a constaté que plusieurs bidons d'hydrocarbures ont été versés en bordure du cours d'eau de la Flobette, sur la commune de Patatouin.

Plus précisément, a été constaté la présence de :

- traces d'hydrocarbures sur les berges, souillant la flore aquatique et semi aquatique
- un panache de pollution dissoute dans le cours d'eau
- 56 cadavres de poissons et 4 cadavres de grenouilles

Ainsi, le déversement d'hydrocarbures en bordure directe du cours d'eau de la Flobette a eu pour conséquence une pollution des eaux ayant entraîné des dommages à la faune et à la flore, de sorte que le délit puni à l'article L.216-6 du Code de l'environnement est constitué.

C - Sur l'élément moral

[Il s'agit ici de citer ce qui, dans les faits, révèle l'intention et, si c'est le cas, la mauvaise foi, du prévenu de causer une pollution ou un risque de pollution à l'environnement (Ex : aveu du prévenu dans un procès-verbal qu'il a commis l'infraction en connaissance de cause, qu'il connaît la réglementation applicable ...)]

⚠ En matière environnementale, il existe des infractions qui sont constituées dès l'élément matériel, par exemple, le non-respect d'un arrêté d'autorisation ou arrêté de mise en demeure pour une ICPE. L'élément intentionnel étant sous-entendu dans le résultat, à savoir, le non-respect de prescriptions techniques.

II - Sur l'action civile

[Dans cette partie, l'association devra démontrer la réalité de son préjudice et également son intérêt à agir. C'est la partie que l'association doit veiller à bien développer dans ses conclusions.]

A - Sur la recevabilité de la constitution de partie civile de l'association

[Il s'agit ici de démontrer que l'association est recevable à agir. Pour cela il faut :

- Citer l'article L.142-2 du Code de l'environnement.

Exemple :

L'article L.142-2 du Code de l'environnement dispose en son premier alinéa que :

« Les associations agréées mentionnées à l'article L. 141-2 peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre et constituant une infraction aux dispositions législatives relatives à la protection de la nature et de l'environnement, à l'amélioration du cadre de vie, à la protection de l'eau, de l'air, des sols, des sites et paysages, ou ayant pour objet la lutte contre les pollutions et les nuisances, ainsi qu'aux textes pris pour leur application ».

- Mentionner l'agrément pour une association agréée (Pièce n°XX-copie de l'agrément) ainsi que l'objet social de l'association (Pièce n°XX-copie des statuts de l'association)

Exemple :

L'association FNE-PACA est agréée par arrêté préfectoral du 20 décembre 2012, renouvelé le 15 juin 2018 au titre de l'article L.141-1 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, aux termes de l'article 2.2 de ses statuts, l'association a pour objet : « de protéger, de conserver et de restaurer les espaces, ressources, milieux et habitats naturels, les espèces animales et végétales, de prévenir les risques technologiques et naturels, de s'assurer de la préservation de la santé humaine et notamment des effets possible des pollutions ou risque de pollution sur celle-ci ainsi que de défendre en justice l'ensemble de ses membres directs ou indirects ».

- Conclure sur la recevabilité de l'association]

B - Sur l'atteinte à son objet statutaire

*[Il s'agit ici de **démontrer que les agissements du prévenu portent atteinte aux intérêts** que l'association a pour objet de défendre. Pour cela il faut :*

- Rappeler l'objet statutaire de l'association en insistant sur les points qui intéresse l'affaire

Exemple :

Faits concernant la pollution de l'eau : FNE PACA a pour objet de « protéger, conserver et restaurer les espaces, [...] la diversité et les équilibres fondamentaux écologiques, l'eau, l'air, les sols [...] de lutter contre les pollutions et nuisances ».

- Se référer aux actions illicites commises par le prévenu pour conclure sur la **réalité du préjudice moral et/ou matériel** subi par l'association.]

Exemple :

Le comportement du prévenu est destructeur des milieux aquatiques, par conséquent, les actes commis par Monsieur X constitue une atteinte aux intérêts statutaires de l'association et permettent de caractériser le préjudice moral de celle-ci. Elle est donc fondée à demander réparation.

C - Sur l'atteinte aux activités de l'association

*[Dans cette partie, il s'agit d'expliquer au **juge**, que **les agissements du prévenu portent atteinte aux actions concrètes menées par l'association**. Cela permet aussi d'étayer la réalité du préjudice subi par l'association du fait du comportement interdit du ou des prévenus.*

Pour cela il faut :

- Développer les activités de l'association en fonction de l'infraction du cas d'espèces.

- Enumérer les actes interdits commis par le ou les prévenus pour conclure sur la **réalité du préjudice moral et/ou matériel** subi par l'association.

Si l'association dispose de jurisprudences ayant déjà reconnue son préjudice moral, il est intéressant de les insérer également.]

D - Sur le préjudice moral subi par l'association

*[Ici il s'agit de démontrer que l'association a donc subit **un préjudice moral**. C'est dans cette partie qu'il convient de développer et détailler les **impacts** du comportement du prévenu **sur l'environnement**.*

Pour cela il faut :

- Justifier en quoi les actes commis par le prévenu portent **atteinte aux intérêts collectifs de l'association**.

Exemple : Un arrêt rendu le 1^{er} octobre 1997 par la chambre criminelle de la Cour de cassation (n° 96-86.001, Bull. crim. n° 317 p.1056)¹ est fiché au bulletin criminel dans les termes suivants :

« Une association régulièrement constituée pour la défense de l'environnement et, plus précisément, pour la protection des eaux et rivières, est recevable et fondée à se constituer partie civile pour obtenir du prévenu, reconnu coupable du délit de pollution de cours d'eau, réparation du préjudice résultant pour elle de cette infraction sur le seul fondement de l'atteinte ainsi portée aux intérêts collectifs qu'elle a statutairement mission de défendre. »

① ... et de **conclure par la formule suivante** :

Exemple : Ainsi, la seule atteinte portée aux intérêts collectifs définis par les statuts de l'association agréée de protection de l'environnement par l'infraction écologique suffit à caractériser le préjudice moral indirect de celle-ci pour voir sa demande de réparation accueillie.

- **Enumérer les conséquences que peuvent avoir les chefs d'inculpation sur l'environnement**. Cette partie est très importante en ce qu'elle amène un éclairage environnemental sur l'affaire, et permet d'insister sur les conséquences néfastes du comportement du prévenu sur l'environnement.

Exemple : La pollution de l'eau est destructrice de la faune et la flore aquatique.

- **Conclure sur le préjudice moral que subit l'association]**

Exemple : L'association et ses représentants subissent un désagrément considérable face au comportement destructeur des objectifs de l'association.

E - Sur la demande en réparation

[Il est important de **préciser ce que l'association demande au juge** :

- Chiffrer la demande de dommages et intérêts.
- Chiffrer la demande de remboursement des frais liés à la procédure aux termes de l'article 475-1 du Code de procédure pénale.
- Demander la publication dans des journaux locaux, dans un objectif pédagogique.]

PAR CES MOTIFS

[Rappeler toutes les demandes faites par l'association au Tribunal.]

Exemple : L'association demande au Tribunal judiciaire de XX :

- de déclarer Monsieur XX coupable des infractions qui lui sont reprochés ;
- de déclarer recevable et bien fondée sa constitution de partie civile ;
- d'ordonner la remise en état du terrain/ le retrait des parcelles ;
- de condamner le prévenu à lui verser la somme de XX euros au titre des dommages et intérêts pour le préjudice moral subi ;
- de condamner le prévenu aux entiers dépens.

Ne pas oublier de signer les conclusions.

¹ Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?idTexte=JURITEXT000007070750>.

BORDEREAU DES PIÈCES JOINTES

*[Il est important de **joindre au mémoire les pièces justificatives de l'action civile.***

① Il convient de toujours citer dans le contenu du mémoire le numéro de la pièce à côté du document à référencer.

*Il est également **possible d'annexer quelques éléments du dossier pénal** qui sont révélateurs de l'atteinte à l'environnement (photos ...).]*

Exemple de référence dans les conclusions :

L'association X organise des journées de sensibilisation sur les milieux aquatiques [Pièce n°5].

Exemple de bordereau de pièces :

Pièce n°1 : Mandat de l'association

Pièce n°2 : Agrément

Pièce n°3 : Statut de l'association

Pièce n°4 : Procès-verbal n°xxxx

Pièce n°5 : Plaquette d'invitation à la journée de sensibilisation